

Chargé de mission expertises de projets immobiliers de l'Etat H/F

Informations générales

**Référence**

2023-9942

Date de début de publication

17/05/2023

Date limite d'envoi des candidatures

30/06/2023

Documents requis pour postuler

CV et lettre de motivation obligatoires. Pour les fonctionnaires titulaires, ajouter les 3 derniers comptes-rendus d'évaluation professionnelle et l'avis du directeur.

Directions et Services

Direction générale des finances publiques (DGFIP)

Description du poste

Domaine et métier

Bâtiment - Ingénieur Patrimoine immobilier

Intitulé du poste

Chargé de mission expertises de projets immobiliers de l'Etat H/F

Cotation RIFSEEP

Sans objet

Versant

Fonction publique de l'Etat

Catégorie

Catégorie A (cadre)

Statut du poste

Vacant

Nature de l'emploi

Emploi ouvert aux titulaires et/ou aux contractuels

Descriptif de l'employeur

La direction générale des finances publiques est une direction à réseau implantée sur l'ensemble du territoire, au travers des directions régionales et départementales des finances publiques, et de ses directions nationales et spécialisées, qui compte 95 000 agents.

Les missions de la DGFIP sont larges et au cœur des politiques publiques : collecter et recouvrer l'impôt en assurant le meilleur service aux usagers, lutter contre la fraude fiscale, tenir la comptabilité de l'État et des collectivités et établissements publics, offrir des prestations d'expertise et de conseil financier aux collectivités et aux entreprises, contrôler et exécuter les dépenses publiques, concevoir et élaborer les textes législatifs en matière fiscale.

Elle assure également la gestion de plusieurs régimes de retraites et d'invalidité de l'État et pilote la stratégie immobilière de l'État.

La Direction de l'Immobilier de l'Etat (DIE), rattachée à la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP), a pour missions la définition et la mise en œuvre de la politique immobilière de l'Etat et de ses opérateurs, le pilotage de la gouvernance de la politique immobilière de l'Etat, l'élaboration de la législation et de la réglementation domaniales ainsi que la mise en œuvre des missions de gestion et d'évaluation domaniales.

Descriptif de l'employeur (suite)

L'immobilier de l'État (près de 100 millions de m2 bâtis) fait face à de nombreux défis comme la transition environnementale, l'adaptation aux nouveaux modes de travail dont l'essor du télétravail avec la crise sanitaire Covid, la transformation numérique et l'insertion dans les territoires.

Dans un contexte exigeant, la DIE poursuit le pilotage opérationnel de deux chantiers majeurs : le programme de rénovation de 38 cités administratives (1 milliard d'euros sur 5 ans) et le volet rénovation énergétique des bâtiments de l'État du plan de relance (plus de 4 000 projets pour 2,7 milliards d'euros) financé par l'union européenne.

Le poste se situe au sein du bureau "Expertises de la politique immobilière de l'Etat" de la DIE, composé d'une dizaine de personnes, à savoir un chef de bureau, un adjoint et des chargés de mission. Il a pour mission de veiller à ce que les projets immobiliers de l'Etat soient de qualité et répondent aux objectifs fixés par la politique immobilière de l'Etat : performances immobilière, environnementale, économique et financière, qualité d'usage et adaptation aux nouveaux usages, etc.

Description du poste

Le chargé de mission accompagne et mène les expertises techniques, environnementales, juridiques et financières des projets immobiliers de l'Etat et de ses opérateurs (constructions neuves, réhabilitation, prise à bail, densification/regroupement...) suivis par la DIE et plus particulièrement par le bureau DIE-2B. Il est référent sur le suivi renforcé de certaines opérations de construction / rénovation majeures au-dessus du seuil de 5M€, qu'assure la DIE au titre de la labellisation des projets ou en qualité de pilote des programmes budgétaires d'investissement. Il éclaire ainsi en amont la décision du ministre sur l'opportunité de l'investissement, sur ces principaux enjeux et sur les points de vigilance au regard de la Politique Immobilière de l'Etat. En aval, pour les projets majeurs, il vérifie le respect de la trajectoire des indicateurs validés, en particulier les performances économiques, énergétiques et immobilières des projets. Il prépare la labellisation des projets les plus importants en accompagnant les porteurs de projet grâce à son expertise, contrôle le respect des indicateurs de performance et leur mise en œuvre. Enfin, il apporte au réseau de l'immobilier de l'Etat différents outils pour les accompagner : méthodes, outils, indicateurs de coûts, formations, etc. Il devra disposer d'un regard critique et d'une bonne appréciation des enjeux stratégique, économique et politique des opérations immobilières portées par les administrations centrales, les services déconcentrés et les opérateurs de l'Etat. Il sait exploiter les réglementations attachées au projet immobilier (énergétique, urbanisme, montages juridico-économiques, sujets de négociation en cas d'acquisition ou prise à bail...) et décrypter les contextes politiques qui conditionnent les projets. Il maîtrise en particulier les procédures d'urbanisme et celles liées au projet (concertation, étude d'impact...).

Activités principales

- Expertise et pilotage du suivi renforcé des projets de construction / rénovation à fort enjeu ;
- Assistance / conseils pour l'élaboration des projets immobiliers et leur mise en œuvre (montages opérationnels en loi MOP, MGP, marché de concession ou marché de partenariat, VEFA,...);

- Expertise sur les questions immobilières, foncières et de domanialité, notamment sous l'angle technique, juridique, financier, économique (Etat et opérateurs) soumis à la labellisation de la DIE ;
- Identification des potentiels de regroupements de services, des opportunités ou des stratégies exprimées ;
- Participation avec le réseau de la PIE à l'émergence et à la définition des périmètres et conditions de réalisation des projets immobiliers proposés (pré-faisabilité) ;
- Rédaction d'avis et notes pour le ministre et son cabinet.

Conditions d'exercice particulières

Spécificités liées au poste :

- Travail en mode projet / hauteur de vue ;
- Contexte de bureau d'administration centrale et travail en réseau ;
- Connaissance des grands principes et des enjeux de la PIE ;
- Quelques déplacements en province.

Relations internes et externes du poste :

Le poste est placé sous l'autorité du Chef du bureau et de son adjoint.

Il est en relation avec les autres sous-directions de la DIE, l'équipe projet DIE, les acteurs de l'immobilier de l'Etat au sein des ministères, des services déconcentrés et des établissements publics, ainsi qu'avec les acteurs du secteur privé (architectes, bureaux d'études, entreprises, etc).

Description du profil recherché

Savoir-être :

- Expertiser, conseiller et préconiser ;
- Prise de recul sur les sujets et ouverture d'esprit permettant des analyses non cloisonnées ;
- Sens du travail collectif, appétence pour le mode projet, bon relationnel ;
- Réactivité et disponibilité face à des demandes à traiter souvent rapidement ;
- Aisance rédactionnelle et esprit de synthèse.

Savoir-faire :

- Pilotage de projets complexes ;
- Expertise de projets immobiliers ;
- Assistance et expertise dans le cadre de montages opérationnels ;
- Analyse financière des opérations immobilières ;
- Qualités rédactionnelles.

Compétences requises :

- Formation supérieure touchant aux questions immobilières, d'urbanisme ou constructions publiques (ingénieur, architecte, urbaniste) ou Master 2 spécialisé en immobilier sanctionné par l'obtention d'un diplôme à portée internationale ;
- Bonne connaissance du code de la commande publique, des procédures opérationnelles et des réglementations d'urbanisme et CG3P ;
- Forte capacité d'analyse et de synthèse.

Expériences/connaissances recherchées :

- Compétence et expérience dans le domaine de la construction, de l'aménagement et de l'immobilier (requis) ;
- Analyse financière et budgétaire des opérations immobilières (requis) ;
- Pilotage et gestion de projets.

Temps Plein

Oui

Compétences candidat

Compétences

- CONNAISSANCES - Achats et marchés publics
- CONNAISSANCES - Droit/réglementation
- CONNAISSANCES - Gestion budgétaire et comptable
- SAVOIR-FAIRE - Concevoir un projet, une démarche
- SAVOIR-FAIRE - Expertiser
- SAVOIR-ÊTRE - Avoir l'esprit d'équipe
- SAVOIR-ÊTRE - Esprit de synthèse
- SAVOIR-ÊTRE - Réactivité

Niveau d'études min. souhaité

Niveau 6 Licence/diplômes équivalents

Niveau d'expérience min. requis

Confirmé

Informations complémentaires

Fondement juridique du recrutement

Pour les candidats fonctionnaires, et selon le corps d'origine détenu, le recrutement pourra s'effectuer dans le cadre d'un détachement à équivalence de grade avec celui détenu dans l'administration d'origine et à l'échelon comportant un indice égal ou immédiatement supérieur à celui détenu précédemment, d'une affectation ou d'une PNA.

Pour les candidats non fonctionnaires, le recrutement sera établi dans le cadre l'article L332-2-2° du CGFP d'un CDD de 3 ans régi par l'article 4-2 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée. La rémunération proposée sera déterminée en fonction notamment du niveau de diplôme et de l'expérience professionnelle du candidat.

Au sein de la DGFIP, l'emploi est calibré « Catégorie A ».

Télétravail possible

Oui

Management

Non

Localisation du poste

Localisation du poste

France, Ile-de-France, Paris (75)

Lieu d'affectation

120 rue de Bercy 75572 PARIS CEDEX 12

Renseignements et contact - Note : les candidatures se font obligatoirement depuis l'application

Date de vacance de l'emploi

01/06/2023

Personne ou service à contacter pour obtenir plus d'informations sur l'offre

olivier.blanchard@dgfip.finances.gouv.fr, tél : 07 78 88 13 57